

Menace de boycott de la CENI dans les milieux politiques de l'opposition au Burundi

PANA, 29 octobre 2014 Bujumbura, Burundi - Les Forces de libération nationale (FNL) menacent, à leur tour, de se retirer des différents d'actes "d'équilibre" de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) ont été récemment mis en place dans les 17 provinces et 129 communes du pays pour préparer et superviser sur le terrain de nouvelles élections générales qui pointent à l'horizon 2015 au Burundi, a-t-on appris de source proche de cette principale force politique de l'opposition. C'est le Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD, un autre parti politique de l'opposition) qui s'est retiré le premier des différentes structures provinciales et communales de la pour protester contre la «manipulation» des listes de ses candidats dans les CEPI.

Le processus électoral au Burundi s'est accéléré, ces derniers temps, avec la mise en place, d'abord, des commissions électorales provinciales indépendantes (CEPI) qui, à leur tour, ont constitué des commissions électorales communales indépendantes (CECI) sur la base des propositions de listes des partis politiques et des organisations de la société civile. Dans le nouveau cas de contestation, le leader historique des FNL et ancien chef rebelle reconverti à la politique, Agathon Rwaso, fait part de sa «forte indignation» de constater que son parti est «faiblement» représenté, malgré sa seconde place aux précédentes élections générales de 2010 et son implantation nationale. Du côté de la CENI, on explique que la représentation dans les CEPI et les CECI a tenu effectivement compte du poids national et du score que chaque parti a réalisés en 2010. Les FNL demandent la révision des listes des membres des CEPI et des CECI en tenant compte des propres propositions dues à la taille du parti, faute de quoi, l'ancien mouvement rebelle se retirera des d'actes de la CENI. En principe, les Burundais retournent aux urnes entre les mois de juin et septembre 2015 pour une série de scrutins portant sur les municipales, les législatives, la présidentielle, les sénatoriales. Des scrutins locaux porteront sur le choix de nouveaux chefs de zones, de collines et de quartiers qui sont les plus petites entités administratives à la base au Burundi. Le climat électoral reste marqué par une méfiance entre la mouvance présidentielle et l'opposition, sur fond de recrudescence d'actes de violences imputables à des groupes armés non encore clairement identifiés. Lors d'une récente rencontre entre les deux parties prenantes aux prochaines élections, sous l'égide des Nations unies, aucun compromis ne s'est dégagé sur les principaux points de convergence qui sont en train de prendre l'allure d'une contestation ouverte de la CENI pour sa «partialité», dit-on surtout dans les milieux de l'opposition. Les différents sensibilités politiques sont cependant supposées être représentées dans la composition actuelle de la CENI, conformément à la loi électorale en vigueur.